

FMI : un air de déjà vu

samedi 30 juin 2007, par [AFP](#), [CADTM](#), [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2007).

Contrairement au pitoyable épisode Wolfowitz, qui a traîné en longueur tant l'ancien numéro 2 du Pentagone, pris en flagrant délit de népotisme, s'accrochait à son poste de président de la Banque mondiale, la démission du directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Rodrigo Rato, deux ans avant la fin de son mandat, constitue une surprise. Il faut dire que sa nomination en 2004 avait aussi été une surprise, quelques jours seulement après la défaite électorale du gouvernement dirigé par José Maria Aznar auquel il appartenait. Comme si un rejet populaire au niveau national pouvait ouvrir les portes de la direction d'une des plus grandes institutions multilatérales...

Décidément, ce poste ressemble de plus en plus à un siège éjectable que le pilote lui-même n'hésite pas à actionner. Déjà en 2004, l'Allemand Horst Köhler avait pris de court le monde économique en démissionnant du FMI pour prendre la présidence de la république allemande. En 2000, le départ du Français Michel Camdessus était plutôt la conséquence de la grave crise en Asie du sud-est : il faut dire que l'action du FMI, qui était venu en aide aux créanciers ayant réalisé des investissements hasardeux et avait imposé des mesures économiques entraînant la mise au chômage de plus de 20 millions de personnes, était très fortement contestée.

N'épilobons pas sur les « raisons personnelles » avancées par Rato pour justifier son départ annoncé pour l'automne prochain. Mais force est de constater que plusieurs dossiers sensibles pour le FMI posent actuellement de gros soucis à une institution qui traverse de surcroît une grave crise de légitimité.

La réforme des quotes-parts s'enlise. Selon le projet préparé par Rato, quatre pays (Chine, Turquie, Mexique, Corée du Sud) doivent voir leur quote-part au sein du FMI augmenter de quelques dixièmes de points. Même s'il n'y a là rien pour modifier réellement le rapport de forces actuellement favorable aux grandes puissances, ce projet piétine.

La contestation envers le FMI s'accroît. Des mouvements altermondialistes comme le CADTM réclament depuis des années son abolition et son remplacement par une institution aux objectifs radicalement différents, axée sur la garantie des droits humains fondamentaux. Mais de plus en plus de gouvernements cherchent à se débarrasser de la tutelle très encombrante du FMI. Le Venezuela a annoncé en avril qu'il allait quitter le FMI. En décembre 2005, le Brésil et l'Argentine ont remboursé d'un coup la totalité de ce qu'ils lui devaient. D'autres, comme l'Indonésie, les Philippines ou l'Uruguay, les ont suivis dans cette voie, privant le FMI de ses principaux clients.

Cela n'est pas sans conséquence sur le financement du FMI lui-même, car un remboursement anticipé implique un gros manque à gagner en terme d'intérêts. Voilà pourquoi en janvier 2007, un comité d'experts chargé de plancher sur la question a recommandé la vente de 400 tonnes d'or du FMI (sur un total supérieur à 3 200 tonnes). Mais les Etats-Unis ont toujours refusé de telles ventes. D'ailleurs, une réunion prévue à cet effet vient d'être repoussée d'un mois, preuve que tout ne va pas de soi dans ce domaine non plus.

A la demande des Etats-Unis, agacés par la sous-évaluation du yuan qui favorise les exportations chinoises et creuse le déficit commercial états-unien, le FMI vient d'ajouter une nouvelle corde à son arc en piteux état : la surveillance des taux de change des monnaies. Mais les dirigeants chinois ne l'entendent pas de cette oreille et ils ne décolèrent pas contre le FMI à ce sujet, accusé d'être juste un outil aux mains du gouvernement Bush.

Aujourd'hui, le risque est grand qu'une fois de plus, on nous rejoue le même refrain : les dirigeants européens ont accepté le remplacement de Paul Wolfowitz par Robert Zoellick à la tête de la Banque mondiale en échange de la certitude de pouvoir continuer à nommer le directeur du FMI. Comment ce système inadmissible de double cooptation euro-américaine peut-il encore continuer ?

Le hasard est parfois cruel en cette fin juin 2007 : le directeur général du FMI démissionne alors que le nouveau président de la Banque mondiale n'est toujours pas en place, révélant des institutions particulièrement déboussolées, davantage préoccupées par elles-mêmes que par les affaires du monde ; au même moment, six pays d'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Bolivie, Equateur, Brésil, Paraguay) lancent la Banque du Sud, chargée de promouvoir à l'échelle régionale une logique radicalement différente de celle - particulièrement brutale et mortifère - imposée par le FMI et la Banque mondiale depuis des décennies.

Le même jour, le Rapport sur la richesse dans le monde, publié par les sociétés Merrill Lynch et Cap Gemini, montre que le nombre de millionnaires en dollars dans le monde s'élève à 9,5 millions de personnes, en hausse de 8,3% en un an. Le patrimoine cumulé de ces millionnaires dépasse 37 000 milliards de dollars, soit plus de 12 fois la dette extérieure de tous les pays en développement. Dans le même temps, les populations pauvres s'enfoncent dans la misère, notamment fragilisées par la très forte augmentation du prix des céréales sur les marchés mondiaux. La production céréalière - en particulier le maïs - se dirige de plus en plus vers la fabrication d'agrocombustibles pour les pays les plus industrialisés, ce qui risque d'entraîner des crises alimentaires graves dans les pays du Sud d'ici quelques mois.

Il faut en finir avec ce modèle économique qui n'a réussi qu'à rendre les riches plus riches et les puissants plus puissants. Il faut en finir avec ce modèle économique qui a échoué puisqu'il est le terreau sur lequel se développent la dette, la pauvreté et la corruption. Comme la Banque mondiale, le FMI en a été l'un des principaux promoteurs et porte donc une

lourde part de responsabilité. Le bateau tangue dangereusement. L'année 2007 est d'ores et déjà une annus horribilis pour les tenants de la mondialisation néolibérale. Les mobilisations populaires de par le monde pourront rendre les années suivantes pires encore...

FMI : départ de Rato révèle « crise profonde » des institutions internationales

Dépêche de l'Agence France Presse (AFP) le 28/06/2007 19h44

La démission de Rodrigo Rato de la tête du Fonds monétaire international (FMI) quelques semaines après le départ de Paul Wolfowitz de la présidence de la Banque mondiale (BM) témoigne de la « *crise profonde* » traversée par les institutions internationales, selon des ONG.

L'annonce surprise de cette démission marque « *l'opacité* » des institutions internationales et « *ouvre une nouvelle période d'incertitude* », estime Damien Millet, président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM).

"M. Rato était perçu comme quelqu'un qui avait pris la suite logique de Michel Camdessus", son prédécesseur. » Il a été ministre des Finances du gouvernement José Maria Aznar en Espagne puis, au moment où le gouvernement Aznar a perdu les élections", il a été nommé à la tête du FMI, ce qui lui a donc donné, au départ, un déficit de légitimité, juge M. Millet.

"En même temps, il est arrivé avec une mission très simple, être le gardien de l'orthodoxie du FMI" dans la lignée de la politique néolibérale qu'il avait menée en Espagne, ajoute-t-il.

Pour Sébastien Fourmy, de l'ONG Oxfam, "un directeur du FMI qui part en pleine réforme, notamment en matière de gouvernance", témoigne d'une « *crise profonde* ».

« *L'institution s'est retrouvée au plus mal* » sous le mandat de M. Rato, « *tout en amorçant des réformes, mais qui prennent beaucoup trop de temps* ».

Le FMI est notamment confronté à une crise financière. L'une de ses principales sources de financement était jusqu'à peu les intérêts perçus sur ses prêts à des pays en difficulté, mais, alors que l'économie mondiale traverse une période de croissance record, ces prêts se raréfient.

En outre, "plusieurs pays ont remboursé par anticipation (leur dette au FMI) et ont menacé de quitter" l'institution, poursuit M. Fourmy.

L'utilité même du FMI a été largement remise en cause, poursuit Jean Merckaert, du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) : "son rôle est d'assurer la stabilité financière internationale, or on s'est aperçu que les recettes préconisées ont largement échoué. Le Fonds

a été incapable d'éviter la crise asiatique de 97-98 et celle de l'Argentine en 2001".

En même temps, souligne M. Fourmy, l'institution "est pour la première fois depuis 1944 en train de réfléchir à son rôle", et M. Rato a ouvert quelques chantiers, notamment celui de la représentation de géants en développement comme la Chine ou l'Inde.

« *En même temps, deux ans pour réformer la gouvernance, c'est trop long* », remarque-t-il, ajoutant que le rôle du FMI dans les pays à faible revenu reste à définir : *"les Etats-Unis estiment que le FMI n'a pas de rôle à jouer pour la réduction de la pauvreté"*, alors que la France pense le contraire.

"La Banque mondiale et le FMI ont été considérablement remis en cause. M. Rato a essayé d'agir à la marge pour sauver ce qui pouvait l'être" mais s'est contenté d'une « mini-réforme », poursuit Damien Millet.

"Ce qui est certain c'est que (la démission de M. Rato) représente l'opportunité d'aborder les problèmes qui demeurent au sein des institutions de Bretton Woods, car on a manqué une opportunité avec la passation de pouvoir de Paul Wolfowitz à Robert Zoellick", conclut Sébastien Fourmy.

P.-S.

* Damien Millet, président du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org), auteur de L'Afrique sans dette, CADTM/Syllepse, 2005. Eric Toussaint, président du CADTM Belgique, auteur de Banque mondiale, le coup d'Etat permanent, CADTM/Syllepse, 2006.